

**MESSAGE N° 299** *10 octobre 2006*  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi**  
**d'un crédit d'engagement pour le réaménagement**  
**de la salle du Grand Conseil de l'Hôtel cantonal, à**  
**Fribourg**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif au réaménagement de la salle du Grand Conseil de l'Hôtel cantonal à Fribourg.

Le message comprend les chapitres suivants:

1. Rappel historique
2. Pourquoi un réaménagement de la salle?
3. Description du projet
4. Traduction simultanée
5. Coût de réalisation et financement
6. Exécution et délai
7. Conclusion

### **1. RAPPEL HISTORIQUE**

L'aménagement de la salle du Grand Conseil réalisé entre les sessions parlementaires de mai et de septembre 1999 fut le fruit de nombreuses études dont les premières remontent à 1984 déjà. Ce fut un long et difficile processus d'établir le meilleur projet capable de concilier les besoins liés à un fonctionnement moderne et dynamique d'un parlement et les exigences de la conservation des biens culturels.

Deux crédits d'engagement ont été acceptés par le Grand Conseil, le premier en février 1994 d'un montant de 1 600 000 francs pour financer les travaux de réaménagement de la salle du Grand Conseil et le second en novembre 1998 d'un montant de 730 200 francs pour financer le nouveau projet de réaménagement ainsi que l'installation du vote électronique. La Confédération, par l'Office fédéral de la culture, a subventionné les travaux de restauration et de conservation de la salle.

### **2. POURQUOI UN RÉAMÉNAGEMENT DE LA SALLE?**

La nouvelle Constitution du canton de Fribourg, acceptée par le peuple le 16 mai 2004, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Elle prévoit notamment une réduction du nombre de députés passant de cent trente à cent dix membres. C'est pourquoi un groupe de travail présidé par la chancelière d'Etat et composé de deux députés membres du Bureau du Grand Conseil, de la secrétaire générale du Grand Conseil, de la secrétaire générale adjointe, du vice-chancelier et de l'architecte cantonal a été institué en vue d'étudier et de présenter la meilleure solution capable de répondre à ce nouvel effectif. A la demande du Bureau du Grand Conseil, le groupe de travail a étendu son champ de réflexion à la réorganisation de la tribune présidentielle et à la possibilité de projeter des documents sur des écrans.

### **3. DESCRIPTION DU PROJET**

Le groupe de travail s'est adjoint les services du Bureau d'architecture Ruffieux-Chehab Architectes SA, auteur

de la transformation de 1999, afin d'assurer une continuité dans la réalisation des travaux. Diverses variantes furent étudiées et, après analyse des avantages et inconvénients, le groupe de travail a proposé deux variantes au Bureau du Grand Conseil. Ce dernier s'est prononcé en faveur du projet offrant onze places supplémentaires pour le public et deux places supplémentaires pour la presse. Cette configuration permet une séparation nette entre les députés et la partie réservée au public et à la presse. En outre, six pupitres de députés seront supprimés du côté fenêtres, aux extrémités est et ouest du U parlementaire. Cette opération facilitera la distribution et les accès aux places parlementaires tout en libérant l'espace le long de la façade sud et des vitraux. Une sortie secondaire de la salle entre la partie réservée au parlement et celle qui est attribuée au public et à la presse sera réalisée dans la continuité des fronts de pupitres en placage de noyer. Elle permettra l'évacuation de la salle en cas d'urgence.

La résolution et la dimension des écrans existants de 50 pouces (dim. 1210 x 724 x 95 mm) ne permettent pas la transmission d'informations autres que celles qui sont liées au vote électronique. Afin de pouvoir projeter des documents tels que des amendements ou des articles de loi, il est nécessaire de les remplacer par deux écrans plasma de 55 pouces (dim. 1380 x 808 x 125 mm) qui seront rabattables après utilisation contre les parois latérales de manière à minimiser leur présence dans la salle.

Finalement, une extension du système électrique aux pupitres des député-e-s ainsi qu'un accès au réseau de l'Etat pour les pupitres de la présidence, du secrétariat et du Conseil d'Etat ont été étudiés et acceptés par le Bureau du Grand Conseil.

Consulté sur ce projet de réaménagement, le Service des biens culturels a considéré qu'il répondait aux exigences liées à la protection de la salle et qu'il pouvait émettre un préavis favorable. Comme le bâtiment est placé sous la protection de la Confédération, le Service des biens culturels a transmis le projet pour avis à l'Office fédéral de la culture, section patrimoine culturel et monuments historiques, en relevant qu'il s'agit d'une intervention légère, comprenant essentiellement une adaptation des pupitres et de quelques bancs les plus récents. L'Office fédéral de la culture n'a émis aucune objection. Le Conseil d'Etat a pris acte de ce projet.

A la demande du Bureau du Grand Conseil le projet a été complété par une proposition de réaménagement de la tribune présidentielle. Cette modification consiste en une disposition frontale, sur un seul palier, du président du Grand Conseil, du rapporteur, de la secrétaire générale et des deux secrétaires du Grand Conseil. Les deux vice-présidents seront placés entre la tribune présidentielle et la table des scrutateurs (à l'actuelle place du rapporteur). Tous les éléments nouveaux seront réalisés dans les mêmes matériaux que ceux existants. Le Conseil d'Etat n'a pas été consulté sur ce nouveau projet.

### **4. TRADUCTION SIMULTANÉE**

#### **4.1 Principe**

Lors de l'examen du projet de loi sur le Grand Conseil (LGC), la question de l'installation d'un système de traduction simultanée a été longuement débattue et finalement acceptée le 6 septembre 2006.

Compte tenu de l'exiguïté de la salle, de la configuration des bancs et de sa valeur patrimoniale, l'installation de cabines d'interprètes à l'intérieur de la salle n'est pas envisageable.

L'installation réalisable comportera un système de transmission par ondes infrarouges, des interprètes situés dans une autre pièce de l'Hôtel cantonal et des caméras mobiles filmant les intervenants.

#### 4.2 Conséquences financières et en personnel

L'installation du système de la traduction simultanée va engendrer des frais supplémentaires concernant d'une part, les investissements initiaux (en matériel comme les casques, les transmetteurs, l'installation des caméras et de l'infrastructure de base des interprètes) qui ont été estimés à environ 200 000 francs.

D'autre part, les frais de fonctionnement annuels sont également évalués à 200 000 francs.

Estimation du nombre d'interprètes nécessaires par jour de séance:

- deux interprètes pour la traduction du français à l'allemand (se relayant toutes les demi-heures),
- un (voire deux) interprète(s) pour la traduction de l'allemand au français (le nombre de germanophones étant inférieur à celui des francophones),
- une personne supplémentaire pour s'occuper de la régie des caméras vidéo.

Il faut également prendre en considération la détérioration du matériel (casques), son entretien, etc.

Un montant de 200 000 francs doit donc être prévu au budget du Grand Conseil pour les frais de fonctionnement du système de la traduction simultanée.

La procédure budgétaire 2007 étant terminée, aucun montant n'a été prévu au budget. C'est la raison pour laquelle la mise en service de la traduction simultanée sera prévue en 2008 et intégrée au projet de budget ordinaire.

#### 5. COÛT DE RÉALISATION ET FINANCEMENT

Le coût des travaux a été estimé sur la base du projet approuvé par le Conseil d'Etat et le Bureau du Grand Conseil. Il est détaillé de la manière suivante:

	Fr.
- CFC 28. Travaux d'aménagements intérieurs comprenant la protection des éléments restants, la dépose d'éléments existants, la menuiserie, les revêtements, les travaux de retouches, le nettoyage en fin de travaux, la modification des pupitres	88 500
- CFC 33. Installations électriques comprenant les installations courant fort et faible, les écrans plasma, les équipements informatiques	165 300
- CFC 58. Réserve, reproduction et frais divers	50 700
- CFC 59. Honoraires des mandataires	57 000
- CFC 90. Mobilier, bancs	12 000
- CFC 91. Traduction simultanée	<u>196 500</u>
<b>Total (y compris TVA)</b>	<b>570 000</b>

Le montant de 570 000 francs a été porté au projet de budget de l'Etat pour l'année 2007, centre de charge 3850 du Service des bâtiments, position 503.000 Constructions d'immeubles: réaménagement de la salle du Grand Conseil.

#### 6. EXÉCUTION ET DÉLAI

Les travaux sont prévus au début de l'année 2007 et doivent impérativement être achevés pour la session parlementaire de mars 2007. Les entrepreneurs et artisans ont ainsi deux mois pour accomplir leur travail.

#### 7. CONCLUSION

Les travaux de réaménagement de la salle du Grand Conseil tels que décrits dans ce message permettront d'offrir plus de places pour le public et la presse, un meilleur accès aux places situées vers la façade, une configuration de la tribune présidentielle mieux adaptée au fonctionnement du parlement, un système de projection de documents sur écrans plasma et enfin une installation de traduction simultanée facilitant le bon déroulement des séances.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter ce projet de décret.

Annexe: plan

#### **BOTSCHAFT Nr. 299** 10. Oktober 2006 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Ausbau des Grossratssaals im Rathaus von Freiburg**

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über den Ausbau des Grossratssaals im Rathaus von Freiburg.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Rückblick
2. Gründe für den neuerlichen Ausbau
3. Beschreibung des Vorhabens
4. Simultandolmetschen
5. Kosten und Finanzierung
6. Ausführung und Fristen
7. Schlussfolgerung

#### **1. RÜCKBLICK**

Dem Ausbau des Grossratssaals, der zwischen der Mai- und der Septembersession 1999 stattfand, gingen zahlreiche Studien voraus. Die ersten Studien wurden bereits 1984 verwirklicht. Es war nicht einfach, das Projekt zu bestimmen, das am besten geeignet war, die Bedürfnisse eines modernen und dynamischen Parlaments mit dem Kulturgüterschutz zu vereinbaren.

Für diesen Ausbau hatte der Grosse Rat zwei Verpflichtungskredite gutgeheissen. Mit dem ersten Kredit von 1 600 000 Franken (Februar 1994) wurde der Ausbau des Grossratsaals und mit dem zweiten von 730 200 Franken (November 1998) die Ausstattung und die elektronische Abstimmungsanlage finanziert. Die Arbeiten für die Renovierung und Erhaltung des Saals ist vom Bundesamt für Kultur subventioniert worden.

## 2. GRÜNDE FÜR DEN NEUERLICHEN AUSBAU

Die neue Staatsverfassung des Kantons Freiburg, die am 16. Mai 2004 vom Volk angenommen wurde und am 1. Januar 2005 in Kraft trat, sieht unter anderem die Verkleinerung des Grossen Rats vor (110 statt 130 Abgeordnete). Deshalb wurde eine Arbeitsgruppe – bestehend aus der Staatskanzlerin (Vorsitz), zwei Mitgliedern des Büros des Grossen Rates, der Stellvertretenden Generalsekretärin, dem Vizekanzler und dem Kantonsarchitekten – gebildet, die abklären sollte, welches die beste Lösung für ein verkleinertes Parlament sei. Auf Anfrage des Büros des Grossen Rates hat die Arbeitsgruppe die Thematik um die Reorganisation der Präsidialsitze und der Möglichkeit, Dokumente auf Bildschirme zu projizieren, erweitert.

## 3. BESCHREIBUNG DES VORHABENS

Die Arbeitsgruppe hat das Architekturbüro Ruffieux-Chehab Architectes SA, das bereits für den Ausbau von 1999 verantwortlich war, hinzugezogen. Auf diese Weise sollte die Kontinuität gewahrt werden. Aus den verschiedenen Varianten, die untersucht wurden, hat die Arbeitsgruppe nach sorgfältiger Abwägung zwei ausgewählt und dem Büro des Grossen Rates vorgeschlagen. Das Büro des Grossen Rates hat sich für die Variante entschieden, die elf zusätzliche Plätze für die Besucher und zwei zusätzliche Plätze für Medienschaffende vorsieht. Bei dieser Variante entsteht eine klare Trennung zwischen den Grossrätinnen und Grossräten einerseits und dem Publikum bzw. der Presse andererseits. Ferner fallen auf der Fensterseite (an beiden Enden der U-förmig angeordneten Sitzreihen) sechs Pulte für die Mitglieder des Grossen Rats weg. Dadurch werden die Verteilung der Sitze für die Abgeordneten und der Zugang zu eben diesen Plätzen einfacher. Gleichzeitig wird dadurch Platz entlang der Südfassade und der Glasmalereien geschaffen. In der Verlängerung der Pulte aus Nussbaumfurnier wird für die Räumung in Notfällen ein Nebeneingang zwischen dem Teil, der für den Grossen Rat reserviert ist und dem Teil, der für das Publikum und die Presse reserviert ist, verwirklicht werden.

Auf den bestehenden 50-Zoll-Bildschirmen (1210 x 724 x 95 mm) können aufgrund der Auflösung und Grösse einzig Informationen im Zusammenhang mit der elektronischen Abstimmung angezeigt werden. Um auch Dokumente wie beispielsweise Änderungsanträge oder Gesetzesartikel anzeigen zu können, müssen diese Bildschirme durch zwei Plasmabildschirme (55 Zoll, 1380 x 808 x 125 mm) ersetzt werden. Aus ästhetischen Gründen werden diese neuen Bildschirme, wenn sie nicht mehr gebraucht werden, zu den Seitenwänden hin geschwenkt werden können.

Und schliesslich wurde eine Erweiterung des elektronischen Systems der Pulte für die Grossrätinnen und Grossräte sowie der Zugang zum Informatiknetz des Staats

(für die Pulte des Präsidiums, des Sekretariats und des Staatsrats) untersucht und vom Büro des Grossen Rates gutgeheissen.

Das Amt für Kulturgüter war der Ansicht, dass der Schutz des Saals mit diesem Vorhaben gewährleistet sei, und stellte deshalb ein positives Gutachten aus. Da das Rathaus unter nationalem Schutz steht, hat das Amt für Kulturgüter dem Bundesamt für Kultur, Sektion Heimatschutz und Denkmalpflege, das Dossier zur Begutachtung unterbreitet – mit dem Vermerk, dass es sich um einen leichten Eingriff handle, der hauptsächlich eine Anpassung der Pulte und gewisser neuer Bänke umfasse. Das Bundesamt hat keine Einwände dagegen vorgebracht und der Staatsrat hat das Projekt zur Kenntnis genommen.

Das Projekt wurde dann auf Anfrage des Büros des Grossen Rates durch einen Vorschlag für die Reorganisation der Präsidialsitze ergänzt. Mit dieser Reorganisation werden der Grossratspräsident, der Berichterstatter, die Generalsekretärin, die Parlamentssekretärin und der Parlamentssekretär frontal und auf derselben Höhe angeordnet. Die beiden Vizepräsidenten werden zwischen der Präsidiumstribüne und den Stimmzählern platziert (dort, wo heute die Berichterstatter sind). Für alle neuen Elemente werden dieselben Materialien wie bei den bestehenden Elementen verwendet. Zu diesem überarbeiteten Projekt ist der Staatsrat nicht befragt worden.

## 4. SIMULTANDOLMETSCHEN

### 4.1 Grundsatz

Im Rahmen der Beratung zum Entwurf des Grossratsgesetzes (GRG) wurde die Frage, ob eine Anlage für das Simultandolmetschen eingerichtet werden soll, lange diskutiert und am 6. September 2006 schliesslich positiv beantwortet.

Es ist nicht möglich, Kabinen für das Dolmetschen im Saal selber aufzustellen. Dazu ist der Saal zu klein und die Anordnung der Sitzreihen ungeeignet. Davon abgesehen sprechen auch Überlegungen des Kulturgüterschutzes dagegen.

Deshalb werden die Dolmetscherinnen und Dolmetscher in einem andern Raum des Rathauses installiert und die Rednerinnen und Redner im Grossratsaal mit mobilen Kameras gefilmt werden. Ausserdem ist ein System zur drahtlosen Übertragung per Infrarot vorgesehen.

### 4.2 Finanzielle Folgen und Auswirkungen beim Personal

Die Einrichtung einer Anlage für das Simultandolmetschen wird zusätzliche Kosten verursachen: einerseits in Form von Investitionen für das benötigte Material (Kopfhörer, Sender/Empfänger, Kameras, Basisinfrastruktur für die Dolmetscherinnen und Dolmetscher), die mit 200 000 Franken veranschlagt werden; andererseits in Form von Betriebskosten, die pro Jahr ebenfalls auf 200 000 Franken geschätzt werden.

Wir gehen davon aus, dass pro Sessionstag 4 bis 5 zusätzliche Personen anwesend sein müssen:

- 2 Dolmetscherinnen bzw. Dolmetscher für die Übersetzung vom Französischen ins Deutsche (die sich alle 30 Minuten ablösen),

- 1 (allenfalls 2) für die Übersetzung vom Deutschen ins Französische (die deutschsprachigen Abgeordneten sind weniger zahlreich als die französischsprachigen),
- 1 Person in der Regie für die Videokameras.

Ferner werden Kosten für den Unterhalt und den Ersatz des Materials (Kopfhörer usw.) anfallen.

Das heisst, im Voranschlag des Grossen Rats sind 200 000 Franken für den Betrieb des Simultandolmetschens vorzusehen.

Da das Voranschlagsverfahren für das Jahr 2007 aber bereits abgeschlossen ist, wurde dieser Betrag noch nicht budgetiert. Das heisst, der Dolmetscherdienst wird 2008 in Betrieb genommen und im ordentlichen Voranschlagsentwurf vorgesehen.

## 5. KOSTEN UND FINANZIERUNG

Der Kostenvoranschlag beruht auf dem Projekt, das vom Staatsrat und vom Büro des Grossen Rates genehmigt wurde. Die Kosten lassen sich wie folgt aufschlüsseln:

	Fr.
- BKP 28. Innenausbau	88 500
Schutz der beibehaltenen Elemente, Ausbau bestehender Elemente, Schreinereiarbeiten, Beläge, Nachbesserungen, Reinigung nach Abschluss der Arbeiten, Änderung der Pulte	
- BKP 33. Elektroanlagen	165 300
Stark- und Schwachstromanlagen, Plasma-bildschirme, Informatikausrüstung	
- BKP 58. Reserven, Reproduktion und Verschiedenes	50 700
- BKP 59. Honorare Auftragnehmer	57 000
- BKP 90. Mobiliar, Bänke	12 000
- BKP 91. Simultandolmetschen	<u>196 500</u>
<b>Total (inkl. MWST)</b>	<b><u>570 000</u></b>

Der Betrag von 570 000 Franken wird im Entwurf des Staatsvoranschlags 2007 eingetragen unter der Kostenstelle 3850 Hochbauamt, Position 503.000 Bau von Gebäuden: Ausbau des Grossratssaals.

## 6. AUSFÜHRUNG UND FRISTEN

Die Arbeiten sind für Anfangs 2007 geplant. Sie müssen spätestens auf Beginn der Märzsession 2007 hin abgeschlossen sein. Das heisst, die Unternehmen und Handwerker haben zwei Monate Zeit für die Ausführung der geplanten Arbeiten.

## 7. SCHLUSSFOLGERUNG

Mit dem vorgesehenen Ausbau des Grossratssaals erhält das Publikum und die Presse mehr Platz. Ausserdem wird der Zugang zu den Plätzen auf der Fassadenseite verbessert; die Präsidialsitze werden dem Funktionieren des Parlaments gemäss angeordnet; dank neuer Bildschirme werden auch Dokumente projiziert werden können und die Einrichtung einer Anlage für das Simultandolmetschen wird dem guten Ablauf der Sessionen dienlich sein.

Deshalb ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf gutzuheissen.

**Beilage:** Plan

# ETAT DE FRIBOURG - SALLE DU GRAND CONSEIL

## SUPPRESSION DE 20 PLACES PARLEMENTAIRES (130 à 110)



- suppression pupitre député
- public
- journalistes
- adaptation bancs
- tribune présidentielle - nouveau
- liaison réseau département + secrétaires
- prises 230 volts par pupitre parlementaire
- introduction de la traduction simultanée

SGC 212 P 100 01 approuvé

101 députés dans le U parlementaire  
17 pl. public et 7 pl. journalistes

Etat de Fribourg, salle du Grand Conseil  
Ruffieux-Chehab architectes sa  
Fribourg, le 20 septembre 2006

**Décret**

*du*

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement  
pour le réaménagement de la salle du Grand Conseil  
de l'Hôtel cantonal, à Fribourg**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message du Conseil d'Etat du 10 octobre 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Le projet de réaménagement de la salle du Grand Conseil de l'Hôtel cantonal, à Fribourg, est approuvé.

**Art. 2**

Le coût des travaux est estimé à un montant total de 570 000 francs.

**Art. 3**

Un crédit d'engagement de 570 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux.

**Art. 4**

Le crédit de paiement est porté au budget financier 2007, sous la rubrique BATI-3850/503.000 «Construction d'immeubles», et utilisé conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

**Dekret**

*vom*

**über einen Verpflichtungskredit für den Umbau  
des Grossratssaals im Rathaus von Freiburg**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 10. Oktober 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Projekt für den Umbau des Grossratssaals im Rathaus von Freiburg wird genehmigt.

**Art. 2**

Die Gesamtkosten für diese Arbeiten werden auf 570 000 Franken veranschlagt.

**Art. 3**

Um diese Arbeiten finanzieren zu können, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 570 000 Franken eröffnet.

**Art. 4**

Die für die Arbeiten erforderlichen Zahlungskredite werden im Voranschlag 2007 unter der Kostenstelle BATI-3850/503.000 «Bau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

**Art. 5**

Les dépenses relatives aux travaux seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

**Art. 6**

<sup>1</sup> Ce décret n'a pas de portée générale.

<sup>2</sup> Il n'est pas soumis au referendum financier.

**Art. 5**

Die Ausgaben für die vorgesehenen Arbeiten werden in der Staatsbilanz reaktiviert und gemäss Artikel 27 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

**Art. 6**

<sup>1</sup> Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich.

<sup>2</sup> Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.